

Palabre^a_eS



N°7 • 2000



« Marche mondiale des femmes »

2000 bonnes raisons de marcher

Palabr^a_eS



N°7 • 2000

Éditrice responsable : Hélène Ryckmans

Groupe de travail du projet Raconter et Écrire :

Bienne Baron, Carmelina Carracillo, Gladys Cifuentes,
Poupette Choque, Namur Corral, Marcela de la Peña,
Isabelle Jacquet, Patricia Muñoz, Patricia Vandamme,
Magali Verdier

Illustration de couverture e : Claire Hilgers

Illustrations intérieures et mise en page : Clarice

Traductions pour ce numéro o : Dulce Kugler
Valérie Vrydagh

Imprimerie : Editions Rencontres asbl

Merci à toutes celles et ceux qui ont permis
la réalisation de ce numéro !

ÉDITORIAL

Marche mondiale des femmes en l'an 2000

Après plusieurs années de préparation, la Marche mondiale contre la pauvreté et les violences faites aux femmes a démarré le 8 mars 2000. Elle culminera le 17 octobre à New York au siège des Nations Unies (après la Marche européenne du 14 octobre à Bruxelles) avec la remise des millions de cartes d'appui émanant du monde entier.

La Marche mondiale est le résultat de concertations nationales entre groupes et associations de femmes. Vaste processus d'éducation populaire, ces concertations ont eu pour objectif de revendiquer des engagements politiques concrets pour mettre fin à la pauvreté et aux violences envers les femmes.

En Belgique, le Comité 8 mars coordonne les activités de la Marche nationale. Le Monde selon les femmes y a relayé les revendications des femmes du Sud pour des changements dans les relations Nord/Sud, pour que soit reconnue la place des femmes, et pour que la solidarité l'emporte sur des relations économiques basées sur l'exploitation.

Ce numéro spécial "Marche mondiale" a été élaboré avec les partenaires du réseau Palabras et, via un appel par courrier électronique, avec les groupes francophones et hispanophones participant à la Marche qui le souhaitent. Il vous présente ici les mobilisations qui ont lieu dans leurs groupes, au Nord et au Sud, leurs principales revendications, et surtout les actions que les groupes de femmes ont menées pour faire passer celles-ci au monde politique et aux médias.

Les femmes ont au moins 2000 bonnes raisons de marcher.

Les rencontres entre groupes de base et les échanges d'expériences et de stratégies pour combattre toutes les formes de violences ainsi que les causes profondes de la pauvreté ont déclenché et renforcé les solidarités entre le Sud et le Nord.

Pour que les voix des femmes ne soient plus des cris que personne ne veut entendre mais une force, venez donc marcher avec nous !



Le Monde selon les femmes

Avertissement

Ce numéro de Palabras est un numéro double qui présente des actions et des revendications dans le cadre de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.

Les coordonnées qui sont reprises en contact sont celles de la personne qui a pris l'initiative de répondre à l'appel du Monde selon les femmes (lancé par mail, et par tract lors de la session de Beijing +5 à New York) ou qui a été interviewée lors de nos contacts dans le Sud. Cette personne est ainsi devenue la porte-parole du travail mené la plupart du temps dans le cadre de concertations nationales.

SOMMAIRE

| | |
|------|--------------------------------------------------|
| P 3 | Belgique (Les femmes ECOLO en marche) |
| P 5 | Colombie |
| P 7 | Congo (RDC) |
| P 9 | Chili |
| P 13 | Belgique (Vie Féminine) |
| P 15 | Equateur |
| P 17 | Bolivie |
| P 19 | Espagne |
| P 23 | Panama |
| P 25 | Congo Brazzaville (RPC) |
| P 27 | Montréal (Canada) |
| P 29 | Belgique (Coordination liégeoise pour la Marche) |
| P 31 | Mali |
| P 33 | Tunisie |
| P 35 | Suisse |
| P 37 | Brésil |
| P 39 | Niger |
| P 41 | Pérou |
| P 43 | Burkina Faso |
| P 45 | Mexique |
| P 49 | Belgique (29 rue Blanche mouvements des femmes) |
| P 52 | Présentation du Monde selon les femmes |



LES FEMMES ECOLO

EN MARCHE (Belgique)

Notre histoire

C'est en 91 que les premières d'entre nous ont constaté la nécessité de prendre des mesures si l'on voulait que les femmes participent activement aux responsabilités du parti et que les revendications des associations de femmes y soient entendues. Dans les années 80, comme nouveau parti, ECOLO avait su attirer grand nombre de femmes et prendre en compte toute une série de thèmes reliant vie publique et vie privée : le partage des tâches, la qualité de la vie et de l'environnement, la consommation, l'avortement, la réduction du temps de travail... Mais après 10 ans, il était nécessaire de formaliser cela, d'autant plus que les mécanismes traditionnels de la vie politique nous mettaient dans des contraintes qui faisaient effectivement reculer par mal de femmes.

La parité

Avec l'arrivée des revendications liées à la parité, nous avons senti un vent nouveau : notre action à l'intérieur du parti rejoignait celle de tant d'autres, d'horizons politiques différents et de toutes origines. Nous avons patiemment construit un réseau dans toutes les régions : pour s'encourager, chercher des nouvelles femmes prêtes à s'engager, faire passer l'info. Nous avons également suscité des débats et des formations sur la parité et permis des témoignages rencontrant les craintes des femmes devant un engagement qui ne respecterait pas leur mode d'organisation. Nous avons fait de la "contagion culturelle" à l'intérieur du parti pour que la parité soit l'affaire de tous. Et ça marche ! Il devient de plus en plus normal d'avoir des équipes paritaires et de rencontrer les revendications des femmes dans la vie politique.

La Marche mondiale des femmes

C'est avec enthousiasme que nous avons rejoint la Marche mondiale des femmes pour mieux ancrer notre travail dans les revendications des femmes. Car pour changer les choses, il nous apparaît évident qu'il faut une volonté politique, une pression sociale et des changements personnels. Pour nous, le fait que la Marche mondiale ait

lieu au moment des élections communales est une vraie chance. Nous pouvons ainsi avoir des revendications concrètes au niveau communal à relayer. Notre programme s'est étoffé grâce à cela. Les députées fédérales ont fait voter une résolution de soutien à la marche par la Chambre. Elles ont également fait entendre les revendications de la plate-forme sur le thème de la violence dans le plan de sécurité du ministre de la Justice. Pour contrer la pauvreté des femmes, nous sommes persuadées qu'une des priorités est l'individualisation des droits en matière de sécurité sociale. Mais il faut encore que la pression s'accroisse sur le gouvernement si l'on veut que ça avance. Des femmes ECOLO d'un peu partout ont rejoint les coordinations régionales. Les élues ECOLO marcheront ensemble le 23 septembre à Namur, parcourant un itinéraire symbolisant les revendications de la plate-forme. Et après les élections, nous continuerons notre travail de contagion culturelle pour que l'analyse de Genre soit un outil incontournable pour l'action politique.

Contact



Commission une femme/un homme d'ECOLO
Marie Gribomont et Claudine Lienard

Rue du Séminaire, 8
5000 Namur - Belgique

Tél 32 81 22 78 71

Fax 32 81 23 06 03

E Mail info@ecolo.be

Site Web <http://www.ecolo.be>



"ALLEZ LA FEMME POUR UNE VIE DIGNE !" (Colombie)

Le lancement de la Marche mondiale a mobilisé les femmes de Medellin, Cali, Cucuta, Pasto et d'ailleurs. Dans plusieurs régions, les femmes marchent pour la première fois. A Bogota, un dépliant reprenant les revendications des femmes est envoyé au président de la République. A la place Bolivar, 600 femmes marchent et exécutent une cérémonie sur le thème du pain et des roses, pancartes à la main. A Medellín, la Ruta Pacífica lance un rituel...

Description du rituel

Nous étions six femmes de couleurs de peau différentes.

L'une d'entre nous était une femme en échasses qui ouvrait la marche. Elle était vêtue de sa tenue, portait un maquillage de son cru et tenait, dans une main, un balai décoré de roses et de pains et dans l'autre, une baguette. Deux autres femmes portaient chacune une cloche, l'une vêtue de blanc et l'autre de noir (la mort, la douleur, la lassitude de la guerre). Les trois dernières portaient des couleurs différentes (vert, jaune, bleu) et leur tenue comportait des branches d'eucalyptus mêlées de roses portées sur l'épaule, des pains et un balai décoré de roses et de pains, le visage maquillé et un petit foulard noué devant la bouche.

Nous avançons en dehors de la marche comme détentrices des symboles de base.

Des couples de femmes qui portaient des fanions étaient réparties dans tout le groupe et marchaient côte à côte.

A l'arrivée au parc Berrio, nous nous sommes approchées toutes les six du centre et avons formé un cercle autour de la femme en échasses. Les autres femmes ont formé des cercles autour de ce premier cercle. Les couples qui portaient les fanions ont intégré le second cercle, les fanions vers l'intérieur. Les femmes aux balais regardaient en direction des femmes dans les cercles et ont commencé à les secouer comme si elles les exorcisaient pendant que les cloches sonnaient. Elles sont ensuite retournées dans le cercle, ont déposé leur balai contre un arbre proche. Tout en jetant à nouveau un regard vers les femmes des cercles extérieurs, elles ont enlevé leur petit foulard de la bouche et, de manière ludique, se le sont mis sur la tête. Avant de le porter à la tête, elles ont joué avec leur petit foulard et leurs compagnes. Chacune l'a disposé comme elle le souhaitait.

Ensuite, elles se sont toutes dirigées vers la femme en noir à qui elles ont remis un miroir et un rouge à lèvres. Le visage de la femme en noir a commencé à changer de couleur et de teint, elle a joué avec le foulard et s'en est ensuite parée. La femme en jaune s'est approchée et lui a mis un morceau de pain en bouche. La femme en noir a continué à partager le pain avec ses compagnes, en leur donnant de petits morceaux dans la bouche. A la fin, elles se sont serrées dans les bras et en tournant ont rejoint le deuxième cercle. Chacune d'entre elles a donné l'un de ses pains, en donnant un morceau dans la bouche ainsi qu'un autre pour qu'à leur tour, elles le partagent avec leurs compagnes proches.

A la fin du partage du pain, il y a eu une volée de cloches et nous avons resserré les cercles, nous sommes embrassées et certaines d'entre nous sont sorties pour former la phrase : "2000 RAISONS DE MARCHER".

Nos slogans

Voici certaines des phrases apportées à la Marche des femmes " *du Pain et des Roses contre la Pauvreté et la Violence*, "écrites sur des toiles et portées par les groupes de femmes formant une chaîne pour qu'elles et les hommes sachent quelles étaient les 2000 raisons que nous avions de marcher.

- ☛ *Développer la Colombie en arrachant les terres aux paysannes et paysans est patriarcal*
- ☛ *La violence contre les femmes noires et les communautés noires nous fait violence*
- ☛ *Les femmes ont peur des hommes violents et les hommes ont peur des femmes sans peur*
- ☛ *Les acteurs armés violent les femmes pour humilier les hommes*
- ☛ *Si les dirigeants étaient en charge des travaux ménagers, ils mentionneraient les services publics*
- ☛ *Grâce au pouvoir de nos mains de femmes, l'intuition et la créativité, nous n'utiliserons pas les armes.*

Contact



Document envoyé par la Ruta Pacifica et Vamos Mujer

Marche mondiale c/o Maison de la femme travailleuse - CUT

Carrera 32 # 16-45

Santa fé de Bogota - Colombie

Tél 571 288 9427

Fax 571 288 9427

E mail mujercut@colnodo.org.co



CONTRE LA PAUVRETÉ, LES VIOLENCES ET LA GUERRE (R.D. Congo)

Vu les objectifs du projet de Marche mondiale, les femmes de la République Démocratique du Congo ont tôt fait d'y adhérer.

Le Comité National Femme et Développement qui possède une base sur l'ensemble du territoire national, est une structure réelle et dynamique. C'est à ce titre qu'il a été désigné pour assurer la coordination des activités de la Marche en République Démocratique du Congo.

Les activités réalisées

- ☛ Une concertation des différents réseaux des femmes autour de ce projet, spécialement en ce qui concerne son exécution. C'est avec ces différents réseaux d'ONG féminines que nous avons organisé les activités et lancé, en février, la campagne de sensibilisation à la Marche. Une coordination nationale avait été créée et la direction confiée collégialement au CONAFED et à Cause commune. Cette dernière ayant été suspendue par le Ministère des Affaires sociales pour des raisons non liées à la Marche, le CONAFED continue à assurer seul la coordination nationale de ce projet.
- ☛ Des conférences de presse pour informer pleinement l'opinion publique congolaise sur la Marche mondiale des femmes en l'an 2000.
- ☛ Une campagne d'éducation populaire : la mobilisation des femmes devait démarrer le 8 mars mais la mobilisation des femmes pour le lancement de la marche a posé problème, car le gouvernement, à travers le Ministère des Affaires Sociales, a récupéré cette activité qu'il a organisé peu après.

Par ailleurs, la formulation et la validation des revendications devaient se réaliser au cours d'un atelier dans chaque province. Mais faute de financement, cet atelier n'a pas eu lieu. Le gouvernement a tenté de récupérer à nouveau la Marche, mais sans succès. Des revendications ont été formulées : les femmes interpellent le gouvernement sur la grande pauvreté que vivent les populations congolaises, et sur les violences commises

à l'égard des femmes dans notre pays, et en particulier les violences dues à la guerre. Nous femmes nous ne pouvons admettre que des femmes soient torturées, violées, enterrées vivantes. Ce sont les hommes qui ont négocié la guerre et se sont procuré les armes.

Ces revendications ont été remises au représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU au Congo et au Directeur de Cabinet du Président, qui étaient chargés de les transmettre aux destinataires.

- ☛ Les préparatifs de la Marche, qui a eu lieu le 31 juillet. Cette Marche a rassemblé plus de 5000 femmes à Kinshasa, et les femmes ont aussi marché dans chacune des provinces.
- ☛ La campagne de signature des cartes d'appui a été réalisée grâce à l'appui du Centre Wallonie Bruxelles de Kinshasa. Les cartes imprimées ont été remises aux différents réseaux de femmes qui se sont chargées de les distribuer à la base.

Les acquis

Grâce aux actions menées, les buts suivant ont été acquis :

- ☛ la sensibilisation de la population congolaise et spécialement des femmes ;
- ☛ la solidarité des différents réseaux des femmes pour accomplir ensemble ce projet.
- ☛ la transmission des revendication des femmes au Gouvernement congolais et au Secrétaire Général de l'ONU.

Contact



Elise Muhimuzi
Secrétaire Permanente
CONAFED Comité national Femmes et développement

Av Mutombo Katshi n°7
Kinshasa - Rép. Démocratique du Congo

Tél 243 12 20 252

Fax 243 12 20 252

Cellulaire 8801440

E Mail conafed@ic.cd

Nos revendications

A l'ONU et à la communauté internationale, nous déclarons ce qui suit :

- ☛ Déplorons et condamnons les atrocités à l'égard de la population meurtrie et victime de la guerre.
- ☛ Accusons votre complicité dans la prolongation de la guerre en armant continuellement nos agresseurs.
- ☛ Disons non à la présence des forces d'occupation étrangère sur notre territoire national.
- ☛ Demandons aux éléments de la Monuc de rétablir la sécurité dans les provinces occupées et de placer les forces d'interposition dans les frontières avec les pays agresseurs.
- ☛ Dénonçons le pillage éhonté de nos richesses par les agresseurs.
- ☛ Dénonçons la contamination programmée de la population congolaise par les agresseurs infectés par le virus VIH en vue de décimer la population.
- ☛ Demandons l'inscription de la République Démocratique du Congo parmi les pays éligibles des mesures d'annulation de la dette en tenant compte des principes de responsabilité, de transparence sur les emprunts contractés, de l'information et de l'imputabilité.
- ☛ Demandons la mise en place immédiate d'un mécanisme de surveillance des sommes qui seront dégagées par l'annulation de la dette, mécanisme qui veillera à ce que ces sommes servent à

l'élimination de la pauvreté et au bien-être de la population la plus affectée par les programmes d'ajustement structurel, population majoritairement constituée par les femmes et les fillettes.

Au Gouvernement congolais

- ☛ Exigeons la mise en exécution du programme national de lutte contre la pauvreté, pris en compte dans le programme national de promotion de la femme.
- ☛ Demandons au Gouvernement de déployer tous les efforts nécessaire pour mettre fin à la guerre et pour rétablir rapidement son autorité sur l'ensemble du territoire congolais.
- ☛ Demandons au Gouvernement de renforcer le programme de reconstruction nationale.
- ☛ Demandons au Gouvernement de tenir compte du partenariat hommes-femmes dans les mécanismes de prise de décisions.
- ☛ Demandons au Gouvernement de prendre en compte le secteur informel tenu par la femme en le renforçant par des systèmes des micro-crédits.
- ☛ Demandons au Gouvernement la mise sur pied de structures pour protéger la femme contre toutes sortes d'injustices afin de sauvegarder sa dignité.

Chanson des femmes du Congo

FEMME DU MONDE

Moi femme du monde, en qui repose tout espoir
Moi femme du monde, sur qui se fonde toute espérance
Je cherche la paix (bis)

*Refrain : Moi femme du monde, avec mon cœur sur la main
Moi femme du monde, je suis pour la paix*

Moi femme du monde, en moi jaillit la vie
Moi femme du monde, l'avenir est entre mes mains
Je donne mon amour (bis)

*Refrain : Moi femme du monde, avec mon cœur tout ouvert
Moi femme du monde, je cherche la justice*

Moi femme du monde, symbole de la terre
Moi femme du monde, créatrice de la vie

*Refrain : Je suis pour la paix, il faut taire les armes
Je suis pour l'amour, il faut la justice*

Moi femme du monde, qui enfante dans la douleur
Moi femme du monde qui donne la vie
Je ne veux plus pleurer (bis)
A cause de la guerre

(...)

Moi femme du monde, qui subit chaque jour
Moi femme du monde, exploitée chaque jour

*Refrain : Je veux pardonner, oublier le passé
Je veux pardonner, au nom de l'amour
Je ne veux plus y penser au nom de l'amour
Je ne veux plus y penser
Je veux LA PAIX.*



2000 BONNES RAISONS ET PLUS DE MARCHER (Chili)

Le 8 mars, 6000 femmes ont participé au lancement de la Marche. Elles ont marché en portant des slogans tels "*L'avortement est un problème de santé publique*", "*Sakur égal pour travail égal*", "*La pauvreté est une forme de violence*", "*Nous en avons assez de la discrimination et de la violence sexuelle au travail*" et "*Pinochet au banc des accusés*".

Des danseuses d'une école de samba étaient à la tête de cette marche où trois chars allégoriques avaient pour thèmes la violence, la pauvreté et la citoyenneté. Chaque char était couvert d'enseignes et d'affiches et entouré des femmes scandant des slogans de la Marche. La Marche s'est terminée au Parc Bustamante avec un événement culturel et politique soulignant les luttes des femmes chiliennes durant le vingtième siècle, particulièrement sous la dictature de Pinochet. L'événement présentait également les revendications actuelles des femmes sur la pauvreté et la violence.

De plus, dans les villes de Arica, Valparaíso, Limache, Talca et Temuco des groupes de femmes ont organisé de nombreuses activités de lancement de la Marche. Dans la capitale et dans les régions, on a souligné le début de la campagne de signatures et la nécessité de gagner les revendications des femmes pour éradiquer la pauvreté et la violence faite aux femmes.

Revendications

- ☛ que soient respectés tous les engagements nationaux et internationaux pris par le gouvernement chilien en faveur des femmes ;
- ☛ que l'on garantisse une qualité de vie humaine et digne qui exclue la pauvreté ;
- ☛ que l'on assure l'égalité des chances dans tous les domaines de la société en éliminant la violence envers les femmes ;
- ☛ que l'on favorise une plus grande participation sociale et politique des femmes et un meilleur accès à la justice, dans le respect de leurs droits humains ;
- ☛ que l'on crée des conditions de travail justes et humaines avec la garantie du droit au travail et un système de protection pour toutes et tous ;
- ☛ que l'on garantisse de manière efficace la préservation de l'environnement, de l'écosystème et la restauration de la nature endommagée ;

- ☛ que l'on sauve les richesses culturelles ethniques et que l'on reconnaisse les peuples d'origine dans tous leurs droits en tant que citoyens ;
 - ☛ pour la jouissance des droits sociaux, culturels, économiques, environnementaux, sexuels et reproductifs qui sont tous des droits humains.
-

Contact



*Nous avons reçu le texte de Elizabeth Rubio, vice-directrice de la Fondation IDEAS
Mouvement de femmes du Chili*

Coordination Marche Mondiale des Femmes 2000 - Chili
c/o Centre d'études femme et travail

Tucapel Jiménez 95, depto E
Santiago - Chili

Tél 562 688 3004

Fax 562 695 1881

E Mail myt@netline.cl

isis@reuna.cl

memch@entelchile.net

solltda@entelchile.net



VIE FÉMININE DANS LA MARCHÉ (Belgique)

Très rapidement Vie Féminine a répondu à l'appel de la fédération des femmes du Québec (F.F.Q.). En juillet 97, Françoise David, présidente de la F.F.Q., présente à Floreffé le projet de la Marche devant une assemblée plus qu'enthousiaste. Les femmes se montrent intéressées, motivées et partantes pour travailler ce projet. La Marche s'impose de manière prioritaire au plan de travail. Vie Féminine sera leader pour le développement du projet en Belgique francophone. Nous faisons en sorte que toutes les organisations féminines de Wallonie et Bruxelles reçoivent l'information, nous amenons ce projet au "Comité 8 mars" qui deviendra la coordination nationale idéale pour développer le projet au niveau belge.

Dans le mouvement, on ne chôme pas : pauvreté et violence sont au cœur de nos réflexions et actions. Nous profitons de ces deux thèmes pour développer des initiatives avec des nouveaux publics, tels des femmes minimexées (vivant de l'aide sociale de l'État), des femmes résidentes de camping, des jeunes filles élèves de l'enseignement professionnel, des femmes chefs de famille monoparentales.

Nous provoquons l'expression des femmes sur tout ce qui fait leur réalité de vie en terme de pauvreté et de violence. Le tableau se révèle très chargé : petits boulots, salaires dérisoires, revenus minimums, créances alimentaires non payées, insuffisance - et même inexistence dans certaines régions - de service d'accueil d'urgence pour femmes en difficulté, pressions morales sur les femmes qui émergent de l'aide sociale publique (C.P.A.S.), accueil inadapté des femmes victimes de violence dans les secrétariats de police, exclusions du chômage sur base de l'article 80, etc.

Nous affinons nos revendications en les confrontant avec d'autres, nous travaillons en "coordination 8 mars" pour inscrire nos revendications dans le cahier de revendications nationales de la plate-forme belge.

Tout le travail mené dans le mouvement ces deux dernières années, travail d'expression, de sensibilisation, d'analyse et de formation, permet à de nombreuses femmes aujourd'hui de mesurer pleinement en quoi des revendications du niveau mondial nous

concernent au quotidien et pourquoi il est important de mondialiser nos solidarités. A la suite de ce travail, de nombreuses femmes ont estimé qu'il est important d'être présentes massivement à Bruxelles le 14 octobre, mais aussi d'être présentes à New York le 17 octobre. Dans toutes les régions de Wallonie et de Bruxelles, les femmes se sont choisies des déléguées chargées de porter à New York tous nos espoirs et notre volonté d'une vie meilleure pour les femmes partout dans le monde. C'est ainsi qu'elles ont organisé de multiples actions et animations dans les régions pour diffuser le plus largement possible la folle envie des femmes de faire un monde plus égalitaire. Mais aussi pour rassembler les fonds nécessaires au financement du voyage.

Ce sont quelque 50 déléguées de Vie Féminine qui participeront à la marche mondiale le 17 octobre à New York.

A la veille du grand rassemblement au Cinquantenaire à Bruxelles, nous pouvons déjà mesurer le travail fructueux que nous avons réalisé. Le premier élément à mettre en évidence est sans doute la naissance, souvent à l'initiative de Vie Féminine, de coordinations pluralistes dans de nombreuses régions. Le deuxième élément est le travail effectué au niveau local dans les multiples initiatives d'expression et d'actions menées autour des deux thèmes : pauvreté et violence. Le troisième élément et non le moindre, c'est cet extraordinaire réseau de femmes qui est en train de se tisser au niveau des régions, du pays, de l'Europe et du monde.

Après la Marche, un des enjeux sera évidemment de continuer à développer ce réseau et à le faire exister.

Contact



Christine Weckx
Vie Féminine

Rue de la poste, 111
1030 Bruxelles - Belgique

Tél 32 2 227 13 00

Fax 32 2 2273 04 42

E Mail vie.feminine@skynet.be



MARCHE DES FEMMES ACTION 2000 (Équateur)

" *Deux mille bonnes raisons de marcher*:"un slogan motivant et dénonciateur de la réunion internationale Marche mondiale action 2000, organisée par les mouvements de femmes au niveau mondial. La pauvreté et la violence envers les femmes sont les axes centraux de cette proposition. Il s'agit de questions qui sont constamment discutées, analysées, évaluées dans chacun de nos pays, et qui, jusqu'à présent, n'ont pas été résolues.

En Equateur, un Comité national de coordination a été créé. Neuf femmes représentantes de diverses organisations du Mouvement des Femmes - Equateur en font partie.

Nos revendications

- l'augmentation du budget général de l'État pour la politique sociale et les programmes d'équité de genre ;
- la mise en œuvre de politiques économiques et sociales pour faire face à la féminisation de la pauvreté ;
- un processus de modernisation qui satisfasse les demandes collectives de démocratie économique et sociale et s'oriente vers l'optimisation des ressources humaines, naturelles et financières pour résoudre le problème de la pauvreté ;
- la promotion des secteurs productifs, plus spécialement ceux qui génèrent de l'emploi et la production de biens de base et de biens de consommation générale ;
- l'intégration de l'Equateur dans le marché mondial, en fonction des intérêts et des priorités nationales, en renforçant les instances économiques andines et latino-américaines ;

- l'éradication de la violence intrafamiliale et sexuelle, qui est un facteur de risque pour la santé sexuelle et reproductive (en Equateur, huit femmes sur dix font l'objet de violences) ;
- une vie sûre et paisible qui mette en avant le développement personnel et social sans discrimination.

Nous lançons un appel aux femmes qui sont en train d'ouvrir les yeux et à celles qui les ont ouverts pour qu'elles s'unissent dans ce geste mondial d'affirmation !

Contact



Document envoyé par le Centre de documentation de SENDAS

Coordination nationale c/o REPEM / CEDIS

Valdez 252 y la Gasca Casilla 17-08-8013
Quito - Equateur

Tél 593 2 234 152 ou 593 2 507 978

E Mail cedis@andinanet.net



REVENDICATIONS NATIONALES BOLIVIENNES (Bolivie)

La Marche est lancée le 8 mars en face du Palais du Gouvernement bolivien : bannières et affiches sur la Marche mondiale colorent le rassemblement. Une conférence de presse est également tenue.

Des représentantes d'une vingtaine de centres, d'institutions et de groupes de femmes de la base y participent. Simultanément, pendant le carnaval de Copacabana, des femmes, filles, garçons et quelques hommes font leur entrée dans cette activité culturelle traditionnelle en portant des pancartes de la Marche mondiale.

En septembre 1999, à Cochabamba, pour se mettre d'accord sur les revendications à l'échelle de la Bolivie, différents groupes de femmes se sont réunis pour élaborer les revendications nationales en relation avec celles de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000. Avant cette rencontre nationale, chaque département de Bolivie avait organisé des ateliers et réunions pour analyser les revendications proposées initialement par la Fédération des femmes du Québec. La réunion a commencé par un exposé sur la mondialisation par Luis Alberto Echazu qui fut très bien accueilli et a fourni le cadre général dans lequel s'inscrit la Marche mondiale.

Voici quelques-unes de nos revendications

- ❖ Démilitarisation du Chapare et d'autres zones militaires.
- ❖ Proposer un code/décret qui interdise l'émission et la diffusion de publicités qui portent atteinte à la dignité des femmes.
- ❖ Faire respecter la multi-ethnicité et la pluriculturalité.
- ❖ Grâce aux ressources provenant de la remise de la dette externe, donner la priorité aux services de base, y compris les soins gratuits pour le traitement du cancer du col utérin, de l'utérus et du sein.
- ❖ Exiger le respect des politiques publiques et des recommandations de la Conférence du Caire sur la population et le développement.

Nos actions

- Organiser des mobilisations pour le rejet de la militarisation.
 - Former et sensibiliser les juges, magistrats et fonctionnaires responsables de la prise en charge des victimes de la violence.
 - Obtenir de l'État un budget afin d'assurer ce processus de formation.
 - Convaincre les autorités municipales au niveau national d'appliquer les normes en matière de publicité.
 - Organiser des réunions périodiques de suivi des organisations de femmes avec les candidates et les élues.
-

Contact



Texte reçu de IFFI et Claire Moran

Comité coordinateur c/o CEPROSI

Edi. San Fransisco no 504, piso 1 of 3
La Paz - Bolivie 5293

Tél 591 2 31 54 61 ou 591 2 32 75 45

Fax 591 2 45 72 59

E Mail ceprosi@latinwide.com



MANIFESTE DES FEMMES DE L'ÉTAT ESPAGNOL (Espagne)

Nous, femmes de l'État espagnol, nous mettons en marche avec les autres femmes du monde pour créer ensemble une chaîne de résistance et de lutte contre la pauvreté et la violence liée au genre. Afin de montrer à tous notre détermination à changer le monde, pour que la longue lutte des femmes pour se libérer des préjugés profondément ancrés en défendant leurs droits, leurs espoirs et leur dignité commence à porter ses fruits.

Ensemble nous crions ça suffit ! à la violence que subissent les femmes dans leur foyer, à la violence qui nous angoisse lorsque nous marchons dans la rue à une heure tardive, au viol utilisé comme arme de guerre dans les conflits armés, aux mutilations, faites au nom de la religion ou des coutumes, aux claustrations, aux jugements portés contre les revendications liées au droit à une sexualité différente de l'hétérosexuelle, à la négation du droit à l'avortement libre et gratuit.

Ensemble, nous crions ça suffit ! à des politiques créatrices de pauvreté basées sur l'enrichissement de quelques-uns sur le dos de l'appauvrissement de la grande majorité des personnes dans le monde. Nous, les femmes, représentons **70%** de cette pauvreté. Dans notre pays, les femmes touchent **30%** de moins que les hommes pour le même travail, la maternité est une excuse et un motif de licenciement, le travail non rémunéré retombe de manière accablante sur nos épaules, le taux de chômage des femmes est deux fois plus élevé que celui des hommes, nos frontières se ferment devant les aspirations des femmes immigrantes à la recherche d'un emploi, alors qu'elles sont ouvertes aux groupes criminels organisés, ce qui a pour résultat que le trafic humain et la prostitution atteignent aujourd'hui des proportions alarmantes.

Nous dénonçons les politiques néo-libérales des pays dits riches et la complicité de tous ceux qui les soutiennent.

Pour toutes ces raisons, nous, femmes de l'État espagnol, EXIGEONS :

- des mesures politiques et économiques pour en finir avec la précarité de l'emploi ;
- qu'à travail égal, le salaire soit égal ;
- de faire coïncider les politiques sociales avec les nécessités réelles (Agenda 21 approuvé à Rio de Janeiro) ;
- l'augmentation des pensions de vieillesse ;
- que la maternité ne soit pas prétexte à une discrimination en matière d'emploi ;
- la valorisation sociale du travail accompli par les femmes au sein du foyer et pour le compte d'autrui ;
- une santé publique adéquate et non sexiste ;
- la mise en place de la taxe TOBIN sur les mouvements de capitaux financiers ;
- l'annulation de la dette externe des pays du Tiers Monde ;
- une gestion responsable et durable des ressources de la planète ;
- la fin des manipulations génétiques dans tous leurs aspects : animal, végétal et humain ;
- que les législations et accords internationaux qui classent et sanctionnent la violence liée au genre soient contraignants pour tous les pays ;
- des mesures préventives et d'urgence pour éviter qu'il n'y ait davantage de morts et que ne persiste la violence ;
- l'implication du ministère public dans tous les cas de violence liée au genre ;
- que, dans le statut des travailleurs/euses, le harcèlement sexuel soit clairement défini et qu'on établisse un code de sanctions ;
- une loi sur l'avortement libre et gratuit limitant la clause de conscience ;
- le droit des femmes lesbiennes à vivre librement leur choix sexuel ;
- que soit sanctionnés pénalement les comportements de séquestration parentale comme délits de détention illégale ou de séquestration ;
- que l'on élimine le commerce lié au trafic des femmes et que l'on porte assistance aux victimes ;
- l'asile politique pour les femmes immigrantes qui fuient la violence liée au genre dans leur pays ;
- une nouvelle approche éducative à tous les niveaux afin de mettre en avant les valeurs pacifiques de respect face à la différence et la diversité ;
- que l'on encourage les politiques actives d'égalité sociale qui stimulent la responsabilité conjointe des hommes dans tous les aspects de la vie quotidienne ;
- que les accords internationaux qui valorisent les fonctions sociales de la femme entrent en vigueur et que l'on sanctionne les pays qui n'en tiennent pas compte.

Nous sommes fermement convaincues que le fait de croire, de savoir, de nier, de dénoncer, de revendiquer et d'exiger de la part des femmes, se trouve dans chacun des pas de la Marche que nous avons entamée le 8 mars 2000. Renforcées par nos luttes et nos victoires, nous annonçons publiquement à voix haute et claire que nous défendons un monde dans lequel le système économique est basé sur la répartition des richesses et sur la démocratie, un monde tolérant et respectueux de l'environnement, au sein duquel il sera mis un terme à la pauvreté et à la violence liée au genre.

Nous, femmes de tous les coins du monde, sommes prêtes à faire en sorte que la terre entière marche, parce que nous avons 2000 bonnes raisons de le faire.

"Accroche toi à la Marche mondiale des femmes 2000"

La Marche mondiale des femmes contre la violence et la pauvreté est passée le dimanche 25 juin par Madrid. Des femmes du monde de la culture et des médias se sont jointes à plus de 50 collectifs et associations féministes pour attirer l'attention sur les mauvais traitements. Pour ce faire, elles ont noué plus de 2 000 foulards au Congrès des Députés en signe d'engagement et de responsabilité.

La plate-forme des femmes de la culture, qui comprend les artistes et les actrices contre la violence domestique ainsi que le collectif *Emilias Comunicacion Feminista*, a souhaité se joindre à la Marche. La plate-forme d'actrices comprend plus de vingt visages connus du monde du théâtre, du cinéma et de la télévision, avec des noms aussi célèbres que ceux de Aitana Sanchez Gijon, Julieta Serrano, Gemma Cuervo ou celui d'Ana Belen.

Sensibles à toute injustice

L'actrice Amparo Climent a expliqué qu' *"elles s'étaient toujours montrées sensibles à toute injustice et qu'elles avaient voulu se joindre à cette grande mobilisation"*. Elle a, de plus, lancé un appel à toutes les actrices pour qu'elles rejoignent la plate-forme.

La violence se moque des droits fondamentaux des femmes

De son côté, le collectif Emiliás Comunicacion Feminista a élaboré un manifeste dans lequel il demande que la démocratie rejoigne enfin notre pays et dont il ressort que *"la violence se moque des droits fondamentaux des femmes, puisqu'elle menace notre dignité, notre liberté et notre sécurité"*.

Maria Jesús Miranda, représentante de la coordination de la Marche à Madrid a déclaré que *"l'action du dimanche 25 juin faisait partie d'un nouveau cycle qui ne prendrait pas fin à New York, mais serait le début d'un nouveau réseau de femmes"*.

Contact



Groupe de liaison d'Espagne :
Commission organisatrice de la marche 2000 des femmes

Ca La Dona, C/Casp 38 Prl.
Barcelone 08010 - Espagne

Tél 34 93 412 71 61

E Mail ablanco@seneca.uab.es ou 4567mcp@comb.es

Site Web www.pangea.org/dona/marxa2000



LA LIAISON CONTINENTALE DES FEMMES INDIGÈNES (Panama)

Déclaration des femmes indigènes

Dans le cadre de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000, nous, les femmes indigènes de la Liaison continentale, rendons public et confirmons notre engagement de participer à faire connaître notre problématique spécifique, nos requêtes et propositions de solutions.

- ❖ Nous confirmons notre engagement d'unité pour avancer dans la lutte contre la violence et la pauvreté qui portent atteinte à notre identité, notre dignité et détruit nos valeurs culturelles et territoriales.
- ❖ La lutte d'aujourd'hui, pour nous, femmes, a comme objectif de garantir l'avenir des générations futures, pour que perdurent nos cultures millénaires, que l'on reconnaisse la pluriculturalité des sociétés et pour l'équilibre des sociétés du monde.
- ❖ Nous exigeons la pleine reconnaissance de notre droit à la libre détermination et à l'autonomie, ainsi que de nos droits territoriaux, sociaux, économiques et politiques.
- ❖ Nous dénonçons la double discrimination dont nous, femmes indigènes, souffrons, en tant qu'indigènes et en tant que femmes ; la discrimination étant une forme de violence.
- ❖ Nous rejetons le concept de pauvreté, conçu du point de vue du capital économique. Nous valorisons notre richesse culturelle, spirituelle et territoriale.
- ❖ Nous dénonçons le pillage de nos ressources naturelles et culturelles et la surexploitation de celles-ci qui mène à la destruction de cette richesse, patrimoine de nos peuples et base matérielle de notre vie.
- ❖ La pauvreté existe du fait de la mauvaise répartition de la richesse issue de l'exploitation irréfléchie de nos ressources.
- ❖ Nous exigeons des États qu'ils reconnaissent et mettent en œuvre les instruments internationaux nécessaires à la protection des femmes indigènes contre les différentes formes de violence et ceux nécessaires à la protection contre la discrimination envers les peuples indigènes, femmes, filles et garçons.

- Nous exigeons le respect et la reconnaissance de nos modes de vie en tant qu'alternative à ce que l'on nomme le développement, et que l'on alloue des ressources propres et directes afin d'encourager et développer nos propres initiatives de femmes et peuples indigènes.
- Nous exigeons la consultation préalable et la pleine participation lors de l'élaboration des politiques qui concernent les peuples et les femmes indigènes sur le terrain de ce que l'on appelle le développement.

Déclaration des femmes indigènes lors de la troisième rencontre des premières nations d'Abya Yala à Panama du 4 au 8 mars 2000, à laquelle ont participé des dirigeantes du Venezuela, d'Argentine, du Panama, de Belize, Bolivie, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Salvador, États-Unies, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Pérou.

Contact



Indigènes du Comité de liaison international

CHIRAPAG

Av Horacio Urteaga 5

Jesús María

Lima 11 - Pérou

Tél/fax 51 11 42 32 757

E Mail Chirapag@amauta.rcp.net.pe



ÉDUCATION POPULAIRE ET REVENDEICATIONS (R.P. Congo Brazzaville)

Le Comité de coordination de la Marche au Congo a mené diverses actions depuis le 8 mars, jour de lancement de la Marche, jusqu'en août 2000, lors de la Marche nationale.

Campagne de sensibilisation

Les cartes d'appui récoltées depuis le 8 mars au Palais du Parlement ont été envoyées à New York en juin. La presse a été contactée pour des interviews, une tribune télévisée. Des T-shirts, des dépliants, des pages au logo de la Marche ont été imprimés et des activités culturelles se sont tenues.

Campagne d'éducation populaire

Nous avons organisé des causeries débats à Brazzaville d'abord, puis dans les régions ainsi qu'un grand séminaire, patronné par l'épouse du chef de l'ÉTAT.

Nous avons pu diffuser l'information à la base (**200.000 personnes**) sur toute l'étendue de la République (régions, districts et village). Les femmes ont adhéré massivement à la Marche nationale et mondiale et nous avons pu collecter des revendications propres aux différents milieux. La mobilisation sociale des femmes a eu lieu à travers des séances de causeries débats et des jeux de rôle.

Un séminaire a permis de renforcer les capacités des représentantes de 30 ONG féminines dans la lutte contre la pauvreté et la violence faite aux femmes. Une formation de formatrices chargées d'éducation populaire dans les régions a eu lieu. Elle a porté sur les stratégies de lutte contre la pauvreté par des exemples pratiques (études de cas).

Revendications des femmes du Congo

La Marche mondiale est une occasion pour les femmes du monde entier de s'unir dans l'action planétaire, tout en s'engageant dans des actions nationales et locales à l'image de leur spécificité et de leur diversité et en définissant leurs propres revendications.

La pauvreté

- ☛ L'État doit subventionner et appuyer les initiatives et activités des femmes, notamment les classes féminines et les crédits mutuels existants ; il doit créer une banque féminine de développement pour la promotion des activités économiques et sociales.
- ☛ Les pays développés doivent arrêter de transformer les pays d'Afrique en poudrière.
- ☛ Il faut assurer l'accès aux soins de santé notamment la maternité sans risque et la vaccination.

La violence faite aux femmes

Nous exigeons

- ☛ Le respect des droits de la femme dans la constitution actuelle et l'application des dispositions prises dans le code de la famille en ce qui concerne les droits successoraux des veuves et des orphelins.
- ☛ Qu'il y ait une égalité parfaite entre l'homme et la femme en matière d'imposition fiscale et d'attribution d'allocation familiale !
- ☛ Que l'État congolais s'engage pour la mise en place de la Cour criminelle internationale et souscrive aux dispositions selon lesquelles les viols et les agressions sexuelles constituent des crimes de guerres et des crimes contre l'humanité ; qu'il condamne les auteurs de crimes commis pendant les guerres que notre pays a connues et que le ramassage des armes de guerre soit effectif.

- ☛ Que soit annexé à la convention sur les droits de l'enfant, une mesure sanctionnant les États qui utilisent des mineurs comme combattants dans les conflits armés.
- ☛ Que les juges, les policiers, le personnel médical et les femmes journalistes qui abordent les problèmes de violence reçoivent tout d'abord une formation spéciale.
- ☛ Qu'il y ait installation de cellules spécialisées sur la violence faite aux femmes dans les commissariats de police et que soit assuré dans les tribunaux et les maisons d'arrêt un meilleur suivi des femmes battues, enfants maltraités ou abandonnés. Il serait même intéressant que ces structures soient dirigées par des femmes.

Contact



Texte transmis par Véronique Zouzi
Association Femmes et solidarité

Comité de Coordination de la Marche mondiale des femmes en l'an 2000

BP 2766
Brazzaville - Congo

Tél 242 51 70 38 ou 81 19 46

Fax 242 81 19 46

E Mail gam7cg@yahoo.fr
gam7.1@raga.net



LA MONDIALISATION DE LA SOLIDARITÉ (Canada)

Nous croyons fermement que la mondialisation de la solidarité des femmes des groupes de base est essentielle à l'amélioration des conditions de vie des femmes. La Marche mondiale des femmes en l'an 2000 nous fera faire un pas de géant dans cette direction...

Au Québec, lieu initiateur de la Marche, une coalition nationale des dix-sept régions a mis en avant 20 revendications provinciales déposées dès janvier au bureau du Premier ministre. Chaque région met sur pied des marches et des activités locales pour la semaine du 9 au 13 octobre 2000, mobilise le plus de femmes possible aux activités et stimule la campagne de signature des cartes d'appui.

Marchons pour que ça change !

A Montréal, à l'appel de la Coalition de l'île de Montréal, des Marches auront lieu chaque jour de la semaine du 9 au 17 octobre. Les femmes porteront à leur manière une bande de tissu de couleur différente, pour chaque journée de la semaine. Chaque jour aura sa couleur, celle des 5 femmes sur le logo de la Marche mondiale. Elles écriront pourquoi elles marchent sur des morceaux de tissu qui seront déposés le 14 octobre au bureau du Premier Ministre.

- ☛ **Lundi** : des marches éducatives sur l'histoire des femmes, avec des animations partiront de 2 points de Montréal vers le centre ville.
- ☛ Ensuite **mardi, mercredi, jeudi** : une marche de quartier aura lieu, chaque jour dans un secteur différent, sur un des thèmes des revendications québécoises. Inauguration de l'Agora, lieu d'éducation populaire.
- ☛ **Vendredi** : une marche de nuit en cette soirée de pleine lune suivie d'un spectacle de clôture.
- ☛ **Samedi** : grand rassemblement des 17 régions du Québec à Montréal, et dimanche à Ottawa pour soutenir les revendications canadiennes.
- ☛ **Mardi** : au moment du dépôt des revendications internationales à New York : lobbying à Ottawa avec les députées-és. Les femmes de Montréal sont appelées à soutenir cette action par un geste symbolique et bruyant à midi au Palais de justice de Montréal.

Que veulent les femmes du Québec ?

L'instauration de programmes visant l'élimination de la pauvreté et de la violence faite aux femmes.

Une grande campagne d'éducation et de sensibilisation sur 10 ans, pour éliminer la violence faite aux femmes ; l'accès, gratuit et sans délai, pour toutes les femmes victimes de violence, à des ressources offrant de l'aide et des activités de prévention, de sensibilisation et de défense des droits ; pour les groupes de femmes des communautés culturelles : l'accès à un financement de fonctionnement et un meilleur soutien financier des maisons d'hébergement ; un meilleur accès aux études pour toutes les femmes, particulièrement pour les responsables de famille monoparentale ; l'accès à des cours de français pour les Néo-Québécoises et la mise sur pied d'un grand chantier de logement social.

Une redistribution de la richesse afin d'améliorer les conditions de vie des femmes.

L'imposition fiscale progressive des entreprises et des individu-e-s en tenant compte des principes de justice, d'équité et de redistribution de la richesse ; un régime universel d'allocations familiales et une allocation supplémentaire pour les familles pauvres en fonction des besoins réels des enfants ; l'augmentation du salaire minimum ; une reconnaissance dans le régime des rentes du travail des femmes auprès de leurs enfants.

L'élimination de la discrimination envers toutes les femmes.

L'élimination de la discrimination à l'égard des lesbiennes ; l'application par le gouvernement de moyens concrets favorisant un réel accès au marché du travail pour les femmes des communautés ethniques et culturelles et des femmes handicapées ; l'élimination de la discrimination et de la violence à l'égard des travailleuses du sexe.

L'établissement de lois garantissant le respect des droits des femmes.

Une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté ; les mêmes droits et conditions à toute personne salariée, quel que soit son statut d'emploi ; la protection des gardiennes et des aides familiales.

Marchons pour que ça change !



Contact

Danielle Valade
Coalition de l'île de Montréal pour la
Marche mondiale des femmes

4545 Pierre de Coubertin
CP 100 succ M Montréal
Québec - Canada H2M 3R2

Tél 1 514 252 3049

Fax 1 514 252 3342

E Mail marchemtl2000@hotmail.com



POUR QU'UNE VILLE CONSTRUISE L'ÉGALITÉ (Belgique)

A Liège, une dizaine d'associations se sont regroupées en coordination pour la Marche. Convaincues, par notre travail et notre militance, que la démocratie ne prend sens et réalité que si elle existe dans le quotidien des femmes et des hommes, nous demandons aujourd'hui aux responsables communaux de la région liégeoise, et de Liège en particulier, de se doter des outils indispensables à l'édification d'une cité ouverte et consciente de sa réalité : elle est composée de femmes et d'hommes qui, ensemble, doivent débattre, combattre parfois, pour construire un espace commun de vie et de bonheur.

A la fois espace de vie et institution politique, la commune possède des capacités réelles d'action pour la construction d'une société plus juste qui favorise l'égalité entre femmes et hommes. En accord avec la plate-forme nationale, la coordination liégeoise pour la Marche mondiale des femmes tient à attirer l'attention sur des revendications concernant plus directement la réalité liégeoise.

Nous demandons aux responsables communaux

- ☛ De mener une politique du logement qui tienne compte des situations spécifiques vécues par les femmes et notamment des violences conjugales : formation des policiers et des travailleurs médico-sociaux qui recueillent les plaintes des femmes, accessibilité des logements sociaux pour les femmes obligées de quitter leur domicile ; organisation et soutien de lieux d'accueil conviviaux pour garantir des droits de visite en préservant les enfants de tout danger de violence ; campagnes d'information et de sensibilisation pour rappeler que les violences sexuelles et familiales sont des délits...
- ☛ D'utiliser, dans le cadre des politiques sociales, les statistiques et études mettant en évidence les situations de pauvreté spécifiques aux femmes.
- ☛ De collaborer activement avec les centres locaux de promotion de la santé pour soutenir et développer les actions qui permettraient aux femmes une meilleure prise en charge de leur santé.
- ☛ De favoriser la formation personnelle, sociale et professionnelle des femmes et leur insertion sur le marché du travail.

- ☛ D'intégrer dans ses plans de sécurité certains éléments, très simples, qui permettent aux femmes de se déplacer normalement dans la ville : l'éclairage public de qualité, des exigences en ce qui concerne les normes de sécurité, par exemple dans les parkings, l'installation de bornes téléphoniques pour les appels d'urgence, le maintien d'une vie culturelle active au centre de Liège...
- ☛ De développer une étroite collaboration avec les associations de femmes qui travaillent avec les prostituées.

A Liège comme ailleurs, pauvreté et violence sont presque toujours les causes de cette marchandisation du corps des femmes.

Aux portes de Liège, à Vottem, existe un centre fermé. Des hommes et des femmes y sont détenus, étrangers en séjour illégal, SDF européen(ne)s ou belges. Nous sommes radicalement opposées à l'existence des centres fermés, emprisonnant des femmes, des hommes ou des enfants qui n'ont commis aucun délit. Nous revendiquons la suppression d'un tel centre fermé et la qualité de réfugiée pour toutes les femmes victimes de discriminations sociales et culturelles du fait de leur sexe et pour toutes les femmes victimes de tortures spécifiques (viol de guerre, mutilations sexuelles...). Comme les hommes, les femmes sans-papiers sont exploitées par les filières de travail clandestin mais, en plus, elles courent, plus

que les hommes, le risque d'être intégrées dans des réseaux de prostitution. Nous demandons aux communes de développer une politique d'accueil des étrangers respectueuse de chacun, de développer une véritable politique de coopération décentralisée avec des communes des pays du sud attentives aux réalités et aux droits des femmes, d'élaborer des stratégies de solidarité internationale (jumelages ciblés, échanges, consommation de produits issus du commerce équitable), et de favoriser la cohabitation des diverses communautés culturelles...

A l'aide d'une pièce de théâtre-action, nous avons présenté la Marche le 11 mars dernier, et nous avons récolté des signatures lors d'un salon des organisations, en septembre. Le jour de la marche à Liège, nous présenterons une pièce de théâtre-action, une expo d'œuvres artistiques, et organiserons une marche vers le centre fermé de Vottem, en chansons...

Contact



Marie-Noëlle Humblet
Coordination liégeoise pour la Marche mondiale en l'an 2000

En Hors Château, 48
4000 Liège - Belgique

Tél 32 04 232 30 02

Fax 32 04 232 30 09

E Mail clarice@skynet.be



RESTER SOLIDAIRES DANS LE BIEN-ÊTRE (Mali)

Au Mali, une coalition des associations et ONG féminines a préparé la Marche. Celle-ci a démarré le 8 mars par un rassemblement au Palais des Congrès de Bamako, avec récolte de signatures sur une banderole géante et signature de cartes d'appui collectives et individuelles, messages TV et radio sur la marche, manifestation folklorique, marche et conférence de presse suivie d'animation à Koulikoro.

La Marche nationale a eu lieu le 5 août au son d'une fanfare chantant l'hymne de la Marche. Elle a réuni des délégations de toutes les régions du Mali et des pays de la sous-région. **La plate-forme a été lue et traduite en langue nationale car elle touche les questions prioritaires et préoccupantes des femmes, à 80 % analphabètes et pauvres.** Des pourparlers sont en cours pour remettre la plate-forme au chef de l'État. Cette plate-forme, issue d'un atelier national, contient les véritables préoccupations des femmes du Mali. Elles sont traduites en stratégies d'actions visant à mettre fin à la pauvreté ainsi qu'aux violences faites aux femmes. Notre slogan est "*Benkan héré kono*," ce qui veut dire "*rester solidaire dans le bien-être*".

Principales revendications sur la pauvreté

Santé

- ☛ Faciliter l'accès des femmes aux structures socio-sanitaires (infrastructure et personnel en nombre suffisant) en tenant compte des facteurs de proximité et de leurs besoins spécifiques et en réduisant le coût des soins de santé, particulièrement ceux des femmes et des enfants.
- ☛ Intensifier les campagnes d'IEC sur les MST/Sida et prendre les mesures adéquates pour assurer la prise en charge effective des femmes et enfants malades.

Education

- ☛ Assurer une large couverture du pays en infrastructures scolaires, en centres de formation technique et professionnelle et les doter de moyens humains et matériels suffisants et adéquats.

Emploi

- ☛ Assouplir les conditions d'octroi des crédits aux femmes en vue de promouvoir l'entrepreneuriat féminin, revoir le système de fonctionnement de la micro-finance.
- ☛ Concrétiser la volonté politique du Gouvernement relatif à l'accroissement du taux de représentation des femmes aux instances de prise de décisions.

Accès à la terre et aux autres moyens de production, accès à l'eau potable

- ☛ Prendre des dispositions pour l'application effective du code domanial et foncier.
- ☛ Faciliter l'accès des femmes rurales à la technique, à la technologie, à la formation et aux instances et assurer le désenclavement des zones rurales par la construction de routes bitumées.
- ☛ Mettre à la disposition des femmes rurales des moyens adéquats en vue de l'allègement de leurs travaux.
- ☛ Améliorer le système d'approvisionnement en eau potable par la multiplication des points d'eau accessibles à toutes les femmes.

Pauvreté

Les femmes demandent l'annulation totale de la dette extérieure du Mali et sa reconversion dans les actions prioritaires de développement dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de l'environnement, en concertation avec la société civile.

- ☛ Appliquer les conclusions du Sommet Social de Copenhague (1995) ainsi que celles de toutes les grandes conférences des Nations Unies.
- ☛ Renforcer la lutte contre la corruption et la gabegie.

Principales revendications sur la violence faite aux femmes

- ☛ Faire une large diffusion des textes nationaux et instruments internationaux relatifs aux droits des femmes et des enfants, les harmoniser avec les différents instruments internationaux ratifiés par le Mali (Plans d'action du Caire, de Vienne et de Beijing).
- ☛ Inviter le gouvernement à prendre des dispositions pour prévenir et sanctionner tous les cas de violence et de violation des droits humains à l'encontre des femmes et des enfants.



Contact

Fatou Diakité
APDF

BP 1740 - Bamako Mali

Tél/Fax 223 23 23 62

E Mail apdf@datatech.toolnet.org



UNE MARCHÉ POUR L'ESPOIR, L'ÉGALITÉ, LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE (Tunisie)

La Marche des femmes en Tunisie s'organise autour d'une coordination de plusieurs associations tunisiennes : l'Association des Femmes tunisiennes pour la Recherche sur le Développement (AFTUR), la Ligue tunisienne des Droits de l'Homme, la section tunisienne d'Amnesty international, l'Association Tunisienne des Jeunes Avocats et l'Association Tunisienne des Femmes Démocrates C.F.D. qui assure la coordination.

A l'occasion de la commémoration du 8 mars, journée internationale de la femme, nous avons organisé, dans l'espace El teatro à Tunis, un programme culturel avec l'exposition de photos *"Ahadith : dialogue de mains de femmes"* la présentation de diapositives sur la Marche des femmes à travers le monde : *"Marcher, cela n'est pas rien. Marcher quelle belle affaire !"* ainsi qu'un spectacle de danse contemporaine et des concerts de musique tunisienne.

Une marche assise

Nous n'avons pas pu marcher. Nous avons marché assises parce que l'on n'autorise pas encore les marches en Tunisie. Nous avons organisé alors ce grand meeting à la place. C'était une manifestation culturelle qui était à moitié tolérée. Le programme se basait sur le lancement de la campagne, les objectifs de la Marche. La projection des diapositives sur les femmes à travers le monde a permis la sensibilisation des gens. Nous avons distribué les supports de la Marche (les t-shirts, les cartes).

Nous avons recueilli des signatures sur 10.000 cartes.

Sur ces cartes, nous avons insisté spécifiquement sur la démocratie et la citoyenneté.

Nos slogans portent sur la liberté de circulation, la liberté de parole, la paix et la démocratie.

Une caravane contre la pauvreté

La deuxième action de notre programme était d'organiser une caravane contre la pauvreté qui a fait un parcours du Nord au Sud. Nous avons fait ce voyage et nous

avons organisé un deuxième meeting où le débat s'est porté sur un seul axe : la liberté de parole, la liberté de circulation, toutes les libertés publiques. Nous avons présenté notre programme pour la Marche mondiale et nous avons parlé du harcèlement sexuel. Mais les circonstances et la conjoncture actuelle en Tunisie mettent les questions des libertés au centre du débat, le public présent s'est tourné vers ces thèmes parce qu'il y a une grande frustration.

Nous avons profité de l'anniversaire de la création de la section tunisienne d'Amnesty international pour présenter notre programme pour la Marche et nous réunir pour mieux collaborer entre associations tunisiennes.

Comme les gens étaient très enthousiastes avec ces meetings, nous avons fait signer les cartes.

C'était pour toutes les associations l'opportunité de voir bouger les choses car nous étions dans une situation politique de léthargie. **La Marche mondiale va faire bouger, mobiliser un peu les associations.**

Nous allons publier un bulletin qui va synthétiser toutes les choses que nous avons réalisées et faire part de nos revendications, en indiquant nos priorités. Les thèmes qui ont le plus intéressé les membres de notre Commission Marche 2000 sont surtout la démocratie, la citoyenneté et la liberté d'expression. Nous comptons aussi réaliser un CD-rom, un spectacle de danse chorégraphique.

Contact



Habiba Ben Ronedbane
Coordinatrice de la Commission Marche 2000

6, rue du Liban
1000 Tunis
BP 107 Cité Mahragène
1082 Tunis - Tunisie

Tél 216 1 794 131
Fax 216 1 799 225
E Mail atfd@planet.tn



SOLIDARITÉ ET DIVERSITÉ

(Suisse)

Les femmes sont au centre des phénomènes liés à la "mondialisation du capital" : flexibilité et précarité de l'emploi, surexploitation, accroissement des inégalités, remise en cause des droits sociaux. En Suisse, comme en Europe et dans le reste du monde, ce sont elles qui assument les coûts les plus lourds de cette mondialisation parce qu'elles forment l'essentiel de la main d'œuvre flexible et bon marché, recherchée au nom de la loi de la compétitivité. Néolibéralisme et patriarcat se nourrissent l'un l'autre et se renforcent mutuellement pour maintenir la très grande majorité des femmes dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une "invisibilisation" de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps **mais ni la violence, ni la pauvreté ne sont des fatalités**. S'attaquer aux causes de ces fléaux, c'est remettre en cause les fondements même de ces deux systèmes.

La coordination nationale suisse soutient les revendications mondiales et européennes de la Marche mondiale et revendique, dans le cadre national, toute une série de mesures : contre la pauvreté, la précarité, les discriminations et pour l'égalité sociale et économique ; pour éradiquer la violence contre les femmes sous toutes ces formes ; pour le droit des femmes à disposer de leur corps et à choisir leur mode de vie et leur sexualité, et pour une Suisse solidaire et démocratique.

Les huit revendications centrales des femmes en Suisse

- ❖ A travail de valeur égale, salaire égal. Pas de salaires en dessous de 3000 Francs suisses nets.
- ❖ Pour l'abaissement de l'âge de la retraite avec des rentes qui permettent de vivre et non de survivre.
- ❖ Assurance maternité perte de gain, 16 semaines payées à 100% pour toutes les femmes exerçant une activité lucrative et droit à un congé parental.
- ❖ Droit à l'avortement et à la contraception libre et gratuite.
- ❖ Pour le droit des enfants à des lieux d'accueil de qualité à des prix accessibles : crèches, garderies, cantines, activités parascolaires.

- Mise en œuvre de plans d'action et de prévention, assortis de ressources financières pour mettre fin aux violences faites aux femmes dans le couple, au travail et dans la société.
- Pour le respect et l'application des droits des lesbiennes, pour la reconnaissance des couples de même sexe. Oui au partenariat.
- Même sol, mêmes droits : contre les renvois forcés et les violences d'un traitement inégal ; intégration à la vie sociale, économique, politique et culturelle de toutes les personnes vivant en Suisse.

Des actions originales et variées

Les femmes ont mené de nombreuses actions le 14 juin, date incontournable des luttes féministes en Suisse. Des coordinations régionales se sont multipliées et réalisent - chacune selon son génie propre - des manifestations pleines d'imagination et de fermeté quant aux revendications : séminaires, chants, marches communes parfois historiques, garderie sauvage, cortèges avec des chars, concerts, lâcher de ballon, films, banderoles... et même trajets en bateau ou en barque sur le Lac pour montrer que les femmes en ont assez de galérer, et qu'elles rament toutes dans la même direction *"Fini de galérer, ramons ensemble pour un avenir meilleur"*.

Contact



Odile Gordon-Lennox
Femmes en Suisse

Route des Chatelets Vézaz
01170 Gex - France

Tél et fax-répondeur 33 450 42 48 56

E mail gordon.lennox@wanadoo.fr

Site Web www.marche.mondiale-ch



POUR ÉLIMINER TOUTES LES FORMES DE VIOLENCE CONTRE LES FEMMES (Brésil)

En octobre 1999, des femmes de 15 États de toutes les régions du Brésil se sont réunies pour définir les revendications nationales dans trois domaines : la terre, le travail et l'autodétermination des femmes. Voici la synthèse de leurs revendications.

- ☛ Que les gouvernements qui se considèrent comme défenseurs des droits humains condamnent tout pouvoir politique, religieux, économique ou culturel qui exerce un contrôle sur la vie des femmes et des petites filles et dénoncent tout régime qui viole les droits fondamentaux.
- ☛ Que les pays incluent dans leurs lois toutes les formes de violence envers les femmes. Les gouvernements doivent reconnaître le droit des femmes à décider de leur vie, de leur corps et de leurs fonctions reproductives.
- ☛ Que les pays mettent en œuvre des politiques et des programmes efficaces avec les moyens financiers adéquats pour combattre la violence envers les femmes. Les pays doivent prendre des mesures pour en finir avec les valeurs patriarcales et sensibiliser la société afin de démocratiser les structures familiales.
- ☛ Que l'ONU exerce une pression forte sur ses pays membres pour qu'ils ratifient et mettent en œuvre les conventions internationales relatives aux droits des femmes et des enfants.
- ☛ Que l'on améliore ou que l'on adapte les protocoles et mécanismes de mise en œuvre relatifs à la Convention internationale sur l'élimination de toute forme de discrimination envers les femmes et la Convention des droits de l'enfant.
- ☛ Que l'on établisse les mécanismes de mise en œuvre de la Convention de 1949 relative à la lutte contre la traite des êtres humains et l'exploitation des prostituées.
- ☛ Que les pays reconnaissent la compétence du Tribunal pénal international et souscrivent aux dispositions qui définissent le viol ou l'abus sexuel comme crime de guerre contre l'humanité.

- ☛ Que tous les pays adoptent et mettent en place des politiques de désarmement contre les armes conventionnelles, nucléaires et biologiques. Que tous les pays reconnaissent la Convention contre les mines anti-personnelles.
- ☛ Que l'on reconnaisse le plus vite possible le droit d'asile aux femmes victimes de discrimination, persécution et violence sexuelle.

La Marche des "Margarita"

Pour les femmes qui travaillent à la campagne, la Marche des Margarita fut un moment historique qui a permis de montrer à la société l'importance politique et économique que nous revêtons, nous, travailleuses du monde rural.

La date de la Marche a été choisie en hommage à Margarita Alves, présidente du syndicat des travailleuses rurales de Alagoa Grande, Paraíba qui a vaillamment lutté pour la défense des droits des travailleuses, contre les grands propriétaires terriens et qui, justement, fut brutalement assassinée par ces derniers le 12 août 1983 à la porte de son domicile devant sa famille.

Parmi nos revendications figurent :

- ☛ La nécessité d'avoir des politiques de développement rural qui répondent aux besoins spécifiques et promeuvent l'égalité entre hommes et femmes dans le monde rural.
- ☛ La valorisation de la participation de la femme dans la réforme agraire.
- ☛ La préservation de l'environnement et la mise en place de politiques agricoles ainsi que la lutte contre toutes les formes de discriminations.

Contact



Marcha Mundial das Mulheres 2000 du Brésil

c/o Rua Ministro Costa e Silva, 36, Pinheiros
São Paulo – SP - Brésil – CEP 05417-080 - Brésil

Tél 55 11 3819 3876

Fax 55 113819 3876

E Mail marcha2000@ax.apc.org

Site Web www.geocities.com/marcha_2000_br/



EAU, PAIX ET ÉDUCATION POUR NOTRE ÉPANOUISSEMENT (Niger)

Au Niger, un comité national d'organisation de la Marche s'est créé en regroupant diverses fédérations de mouvements ou associations de femmes. Des revendications ont été élaborées à partir de diverses commissions : lutte contre la pauvreté, lutte contre les violences (ces deux groupes ont élaboré les revendications) ; une commission culturelle a préparé des sketches et des chants dans les principales langues du pays, et une commission de lobby a pris des contacts avec les hommes et les femmes de tout le pays.

La Marche a eu lieu le 12 mai, insérée dans toute une semaine d'animation, à Niamey la capitale. La plate-forme de revendications a été remise au président et au Premier Ministre. Le soir a eu lieu une soirée culturelle et le lendemain, toutes les émissions de la radio ont été assurés par des femmes !

Nos revendications

- ☛ Octroi, par l'État nigérien, d'une maison de la femme nigérienne à l'ensemble des ONG et associations féminines.
- ☛ Vulgarisation des infrastructures sanitaires primaires avec personnel et matériels adéquats.
- ☛ Rapprochement des points d'eau des populations.
- ☛ Application des textes en faveur de la promotion de la femme, tels que ceux de la CEFDEF (CEDAW) ou les conventions de l'OIT en faveur des femmes.
- ☛ Révision du code de la famille.
- ☛ Implication des ONG et associations féminines dans toutes les campagnes de sensibilisation en faveur de l'éducation, l'alphabétisation et la formation des femmes.
- ☛ Renforcement de l'appui technique, financier et matériel aux ONG et associations et aux syndicats.
- ☛ Renforcement du partenariat entre ONG nationales et ONG internationales, avec le Ministère du Plan.
- ☛ Implication effective des ONG, associations et syndicats dans l'exécution de tous les programmes et projets de développement.

Éducation et eau

Le développement d'un pays repose avant tout sur le degré de formation des hommes et des femmes qui le composent. Au Niger parmi les indicateurs utilisés pour appréhender les relations éducation-santé-paix-pauvreté-croissance économique, apparaît le rôle particulièrement important des facteurs socio-culturels de base qui influent tant en amont qu'en aval sur le statut de la femme. Des études menées dans plusieurs pays établissent une forte liaison entre le niveau d'instruction de la population surtout féminines et son niveau économique.

Au Niger, la majorité des parents et particulièrement des mères sont analphabètes. A ce phénomène vient s'ajouter le fardeau quotidien de la recherche de l'eau et du bois à des centaines de mètres de leur lieu de résidence, sans oublier l'insécurité champêtre et alimentaire et l'insécurité due à la rébellion armée, les conflits inter-ethniques.

Malgré le poids des cultures et traditions, malgré la très forte pression (notamment des intégristes) visant à les décourager, les femmes nigériennes réagissent et se mobilisent. La solidarité féminine est à la base d'initiatives novatrices qui peuvent donner des résultats impressionnants. En témoigne, l'effort consenti par les syndicats, les associations et les ONG du Niger pour faire de la Marche des femmes en l'an 2000 une réussite historique.

Nous marcherons pour l'eau, la paix et l'éducation, pour notre épanouissement.

Nous réaliserons nos ambitions eau-paix-éducation pour toutes les filles et tous les fils du Niger, pour décapiter la pauvreté et la violence.

Contact



Texte transmis par Maïmouna Sidibé
Marche mondiale des femmes

s/c Saphta
BP 11 309
Niamey - Niger

Tél 227 72 30 65 ou 72 51 34

Fax 227 73 35 69

E Mail saphta@internet.ne



FINI LA FAIM, LA MISÈRE, LE CHÔMAGE ET LA VIOLENCE DONT NOUS SOUFFRONS (Pérou)

C'est par une journée merveilleuse, pleine de soleil et de tumulte, le 8 mars, journée internationale de la femme, que des milliers de femmes se sont rendues dans les rues de Lima, reprenant d'une seule voix : *"Fini la faim, la misère, le chômage et la violence dont nous souffrons !"* Le lieu de concentration était le traditionnel Champ de Mars qui, jusqu'à treize heures continuait à se remplir de diverses délégations de femmes qui arrivaient avec empressement, portant des pancartes, des banderoles et arborant de superbes polos de la Marche.

La Marche, organisée sur le thème : "Marchons contre la pauvreté et la violence qui touchent les femmes", a mobilisé un ensemble d'organisations sociales parmi lesquelles : la fédération des cantines, les citoyennes du Cône nord, les femmes de la Confédération générale des travailleurs du Pérou, de la Centrale unitaire des travailleurs, du syndicat des téléphonistes, du syndicat des travailleurs de l'éducation, des travailleurs de la santé, des travailleurs domestiques. Il y avait des dirigeantes paysannes de la Confédération agraire nationale, des femmes leaders de centres miniers, d'organisations de femmes d'église, des femmes noires, des ONG, des groupes féministes, des mouvements d'étudiants, de jeunes, culturels, artistes, de femmes au foyer : un mouvement assez diversifié mais qui a affirmé avec force et décision sa solidarité et sa détermination à construire un monde meilleur.

"Non à l'obéissance"

A la tête de cette mobilisation enthousiaste se trouvait un grand drapeau péruvien porté par des représentantes des organisations faisant partie de la Marche mondiale. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les voix, les chansons et les pas d'une marche unitaire de femmes ont résonné dans les rues de Lima. Tout le parcours fut émaillé d'une série de mots d'ordre contre la faim, le chômage et la violence et, dans le contexte de bataille électorale polarisé par la décision du Président de se maintenir au pouvoir, de slogans contre sa réélection.

Sur son passage, la Marche gagnait peu à peu le soutien d'un public nombreux qui se pressait pour saluer, applaudir et se joindre aux mots d'ordre : *"Peuple, écoute et joins-toi à la lutte !"* ; *"Le chômage est violence et il augmente la pauvreté !"* ; *"Pérou sans dictateur"* Les médias si réticents en d'autres occasions, étaient impressionnés par l'ampleur et la

force de la mobilisation. Ils ont accompagné tout le parcours et ont voulu en savoir plus sur la Marche mondiale des femmes et les prochaines activités organisées dans le pays.

A l'arrivée à la Grand Place (Plaza Mayor), point final de la Marche, les femmes leaders et les dirigeantes des organisations de base ont exprimé leurs revendications spécifiques contre la pauvreté et la violence, en exigeant la répartition équitable de la richesse dans un monde sans violence. Un panier spécialement décoré était le réceptacle des différentes requêtes.

La répartition équitable de la richesse dans un monde sans violence

Le Comité exécutif a présenté la déclaration des organisations convocatrices de la Marche mondiale, en dénonçant la pauvreté qui exclut et marginalise principalement les femmes et toutes les formes de violence qui touchent les femmes, les empêchant d'exercer leurs droits et de jouir de leurs libertés. Voici les propositions formulées, préalablement rassemblées entre elles au niveau national.

- ❖ Réorientation de la politique économique.
- ❖ Remise de la dette externe du Pérou.
- ❖ Respect du droit des femmes à disposer de leur corps, de leur maternité, de leur santé et de leur sexualité.
- ❖ Indemnisation des femmes qui ont subi une stérilisation forcée et sanction des responsables.
- ❖ Législation incluant et pénalisant la violence envers les femmes au-delà de la violence intra-familiale.

- ❖ Budget de l'État pour des maisons de refuge avec soins complets.

Immédiatement après, dans une ambiance chaleureuse, de dignité et de courage, eut lieu le lancement officiel de la pétition de soutien aux requêtes des femmes du pays et du monde qui seront présentées en octobre à l'ONU.

Les femmes du pays se sont levées et, unies lors d'actions conjointes au niveau national et mondial, ont fait entendre leur voix. A Chiclayo, Piura, Tumbes, Arequipa, Ica, Huancayo, La Libertad, Ayacucho et dans d'autres villes encore, **des milliers de femmes, lors d'actions similaires, ont lancé l'appel pour la pétition.**

Le processus de la Marche mondiale contre la pauvreté et la violence continue, différentes actions sont en cours de réalisation au niveau national et sont concentrées sur la pétition. Des ateliers de consultation et des mobilisations à dates-clés sont prévues.



Contact

Rosa Guillén et Juana Azalde
Groupe de liaison c/o Femme et ajustement et la Fédération des Centrales de Comedores Populaires

Almirante Guisse 1137
Lima - Pérou 11

Tél 51 1 265 8540

Fax 51 1 472 0625

E Mail postmast@mujecon.org.pe



EAU, NOURRITURE, PLÉNITUDE (Burkina Faso)

Au Burkina Faso, la Marche mondiale des femmes a eu lieu le 6 mai 2000, dans la province de Boroma. En même temps que la Marche nationale, des Marches provinciales se déroulaient dans les 45 provinces : chaque province avait préparé ses revendications et les a remises au premier responsable de l'administration qui est le Haut Commissaire.

Chaque province avait décidé de participer à la Marche nationale en envoyant 30 personnes (25 femmes et 5 hommes) mais nous avons pu réunir bien plus de gens : **10.000 personnes** ont marché avec, comme interlocuteurs, le chef de l'état et son gouvernement, la communauté internationale, de grands responsables d'ONG internationales, des ONG. qui sont venues par elles-mêmes. Les ministères ont mobilisé des bus pour transporter leur personnel à la Marche.

C'est la première fois dans l'histoire du Burkina Faso que le président et le gouvernement se sont mobilisés pour accueillir les femmes. C'est une réelle victoire mais pour cela, nous avons dû faire du plaidoyer ! Nous avons incité les premières femmes (celle du président, du premier ministre) à marcher avec nous, et pas uniquement à s'asseoir et recevoir les revendications avec leur mari. Nous les avons convaincues de venir avec leur mari à la Marche. C'était un grand succès !

Pour entamer les négociations, nous avons présenté nos revendications au Président et, à notre grande surprise, il a adhéré à toutes les revendications, qu'il trouvait justes. Pour lui, l'État doit s'en préoccuper mais peut-être pas avec les priorités que nous demandions. Après la Marche, un forum national sera organisé avec les déléguées de toutes les provinces, le comité d'organisation et les départements ministériels concernés par nos revendications. Il faudra déterminer ce que le Gouvernement prendra en charge, ce que la société civile assumera, et ce qui devra être soumis à la communauté internationale.

Nous assumerons un suivi de nos revendications. Nous allons établir un rapport sur la femme burkinabè et nous comptons préparer des projets, des programmes et élaborer des projets de lois pour ce qui ne peut être traduit en programme.

Nos revendications et notre slogan

Le slogan signifie "*eau, nourriture, plénitude*". L'eau et la nourriture sont des besoins essentiels pour la population et les femmes en particulier. Si nous arrivons à satisfaire les besoins prioritaires, nous pourrions parvenir à la plénitude. Si la femme ne doit plus voir s'endormir son enfant affamé, elle aura la paix dans le cœur.

Les revendications ont été élaborées en trois étapes. La première étape a été une rencontre d'information en 1998. **Nous avons réuni 120 femmes venues de 23 provinces** et chacune a contribué à la Marche. Nous avons demandé à chaque groupe de réfléchir sur leurs idées de stratégies. Le comité a récolté tout ce matériel et a fait des synthèses. En recoupant toutes ces propositions, nous sommes arrivées à établir des revendications dans les grands domaines tels que l'emploi, la santé, l'environnement, les violences. Nous avons ensuite réuni des spécialistes (des juristes, des personnes s'occupant de la santé...) et nous avons pu nous rencontrer (femmes rurales et femmes de la capitale) pour élaborer nos revendications. Enfin, nous les avons fait valider lors d'un atelier national de validation du plan d'action en octobre 1999. Au cours de cet atelier, nous les avons ajustées et en avons ajouté une : la prise en compte de la femme handicapée.

Violences

Au niveau de la violence, nous avons parlé de l'accès aux droits, de l'excision. Nous avons une loi qui interdit la pra-

tique de l'excision mais, comme partout, cette loi n'est pas appliquée. Nous en avons demandé une application ferme. Dans notre pays, le problème crucial est que des femmes intellectuelles sont encore impliquées dans l'excision. Nous avons également des problèmes conjugaux, comme partout ailleurs, et nous avons débattu plus spécifiquement des violences qui entraînent des coups et blessures. Nous sommes contre le mariage forcé, le mariage précoce et également pour supprimer le bannissement des filles, exclues de leur famille : nous voulons un texte pour que les filles du 21ème siècle puissent choisir leur mari.

Notre message aux femmes européennes est celui d'une compréhension juste de la différence et de la nécessité absolue d'une mobilisation au féminin. Nous ne pouvons pas concevoir qu'une femme meure en donnant la vie, ce qui arrive chaque semaine au Burkina Faso. Aujourd'hui, il n'est pas possible d'accepter qu'une femme puisse porter 20 litres d'eau sur la tête et que ces 20 litres doivent être gérés pour toute la maison...

Contact



Awa Ouedraogo
coordinatrice nationale de la Marche mondiale

s/c RECIF/ONG

01 BP 6473

Ouagadougou 01 - Burkina Faso

Tél/fax 226 31 22 25

E Mail recif@fasonet.bf



UNE CONSULTATION NATIONALE POUR LES DROITS DES FEMMES (Mexique)

Pour une vie digne, équitable et sans violence envers les femmes, femmes, connaissons et défendons nos droits humains !

Tout comme de nombreuses femmes, nous nous sommes organisées au sein du pays afin de nous intégrer à la Marche mondiale des femmes sous la bannière : *"2000 bonnes raisons de marcher : du pain et des roses"*.

La première action importante, et qui fut centrale, à laquelle nous avons convié les femmes et le peuple mexicain fut la consultation nationale pour les droits des femmes qui s'est déroulée le 5 mars dernier, dans le cadre des activités organisées autour de la Journée Internationale des femmes et dans le cadre de la Marche mondiale des femmes. La proposition s'est adressée en premier lieu aux organisations sociales, puisque la campagne avait un objectif d'éducation populaire, ce qui explique que nous avons été très bien accueillis.

Selon les chercheurs, plus de **50%** de la population mexicaine vit dans une situation de pauvreté et **70%** des pauvres sont des femmes ; selon des enquêtes récentes, dans **35%** des cas elles sont chefs de famille, et elles sont les premières victimes du chômage. Quant à la violence, dans le District Fédéral, **86%** des plaintes sont déposées par des femmes...

Le comité de coordination qui s'est formé pour répondre à ces objectifs a commencé ses travaux il y a plus d'un an et il s'est adressé en premier lieu aux femmes elles-mêmes, afin de les encourager à s'organiser et à se mobiliser pour organiser un tel vote. A cette époque, nous avons réussi à contacter des organisations de femmes dans 27 États de la république, celles-là même qui avaient créé les comités d'États. Afin de parvenir à un consensus, nous avons mené, entre autres activités, cinq ateliers nationaux avec des déléguées de chaque État. Au terme de cette étape, nous avons cherché à établir des collaborations et des alliances avec d'autres organisations mixtes de la société civile.

Un aspect que nous considérons très important a été le rapprochement avec les femmes syndicalistes. Leur intégration a apporté une nuance très précieuse à la Marche et à la consultation, parce qu'elles n'incluaient pas uniquement les ONG classiques de femmes. Les syndicalistes, quant à elles, ont fait de la promotion dans le monde des syndicats et d'autres corporations, parvenant ainsi à toucher nombre d'autres femmes.

Sensibiliser et connaître l'opinion des femmes et des hommes

Nous nous sommes fixées les objectifs suivants :

- ❖ Sensibiliser les femmes et la population en général à certains des problèmes les plus urgents auxquels les femmes sont confrontées et à la nécessité de contribuer à un changement socio-culturel qui favorise des relations équitables entre hommes et femmes.
- ❖ Connaître l'opinion du peuple sur certaines propositions affirmatives liées à la vie quotidienne des femmes et leur participation, à part entière, à la vie politique et sociale du pays.
- ❖ Obtenir les éléments nécessaires à l'élaboration d'un programme national des femmes qui fasse partie des politiques publiques et des programmes du pouvoir à tous les niveaux : municipal, fédéral et national.
- ❖ Renforcer la position des femmes en tant qu'interlocutrices dans la société civile.

Les sujets autour desquels se sont articulées les 10 questions de la Consultation (destinée tant aux hommes qu'aux femmes) comprenaient les aspects du droit à l'alimentation, au travail et à des salaires dignes, à l'égalité des salaires et à l'amélioration des conditions spécifiques de travail, à l'éducation, au droit à vivre sans violence domestique, à l'intégrité physique, sexuelle et psychologique, à la juste répartition des tâches domestiques et au plein exercice de la citoyenneté.

Un renforcement des organisations de femmes

Les premières estimations de cette activité sont très positives : nous sommes parvenues aux objectifs que nous nous étions fixés. Il est certain que nous ne sommes arrivées que là où nous avons pu : nous n'avons pas pu compter sur les ressources financières nécessaires à l'installation d'un plus grand nombre de bureaux (1.152) ; et nous n'avons pas pu par exemple utiliser des médias tels que la télévision.

Les organisations de femmes qui ont participé à cette vaste consultation populaire ont pu renforcer leur force institutionnelle, leur présence et leur importance au sein

de la société. Sur le plan personnel elles se sentent plus sûres d'elles et font preuve d'une plus grande capacité à entreprendre des actions publiques. Notre organisation s'est renforcée au niveau national, grâce à la croissance des organisations locales d'une part, mais aussi grâce à de nouveaux groupes qui ont adhéré au projet. Nous disposons à présent d'une plus grande capacité pour avancer ensemble.

Parmi les personnes qui ont pris part à la consultation (440.062), il y avait deux fois plus de femmes (285.603) que d'hommes (154.459). Les femmes, elles ont répondu en majorité "oui" à leurs droits. Quant aux hommes, un pourcentage significatif (4% a répondu "non" ou s'est abstenu) pense que les femmes ont besoin de violence dans leur vie et que l'alimentation ne doit pas être la même pour les hommes et pour les femmes !

Pour une répartition des tâches domestiques entre tous les membres de la famille plutôt que du ressort des femmes uniquement, le pourcentage d'hommes a été de 5%. Il y a même eu certaines femmes (2%) qui pensaient que cette tâche leur incombait à elles seules. Quant à la question qui porte sur la responsabilité des autorités gouvernementales, le pourcentage d'abstentions a augmenté chez les hommes (5%).

Les résultats de cette première tentative confirment la nécessité de créer des stratégies pour apporter un changement dans les relations de genre. Parmi ces stratégies, les campagnes sur les droits des femmes devraient continuer à jouer un rôle important. Une fois l'étape du Mexique franchie par la Marche mondiale des femmes, nous poursuivrons nos efforts afin de mobiliser les Mexicaines pour défendre nos droits fondamentaux, ce qui a déjà été envisagé avec cette grande campagne internationale des femmes.

Contact



Leonor Aida Concha
Comité coordinateur c/o Femmes pour le dialogue

Cerro Gordo #253, Col. Campestre Churubusco,
Mexico (DF) 04200 - Mexique

Tel 52 5 544 69 02

Fax 52 5 544 22 02

E Mail mujerdialogo@laneta.apc.org

Site Web www.laneta.apc.org/mmm



PARTOUT DANS LE MONDE, LES FEMMES SE MOBILISENT !

- ☛ Au **Burundi** : une marche aura lieu le 15 octobre lors de la Journée de la femme rurale.
- ☛ En **Côte d'Ivoire** : manifestation le 17 octobre à Korhogo, au nord de la Côte d'Ivoire.
- ☛ Au **Gabon** : un Livre d'or regroupant les doléances des femmes sera remis au Président de la République le 7 octobre, jour de la Marche nationale au Gabon.
- ☛ Aux **États-Unis d'Amérique** : une marche nationale et un rassemblement auront lieu à Washington le 15 octobre.
- ☛ Au **Guatemala** : une marche aura lieu le 12 octobre.
- ☛ En **Haïti** : le 28 septembre, les délégations des différentes régions du pays arriveront à Port-au-Prince. Le 29 septembre, s'y tiendra la Marche nationale.
- ☛ À la **Jamaïque** : une marche aura lieu le 17 octobre.
- ☛ En **Martinique** : une marche aura lieu le 17 octobre à Fort-de-France, la capitale.
- ☛ En **Australie** : plusieurs festivals de la chanson et de la danse des femmes se dérouleront dans différentes régions du pays le 7 octobre.
- ☛ Au **Bangladesh** : le 17 octobre, un grand rassemblement aura lieu. Il y aura aussi une chaîne humaine pour protester contre la violence.
- ☛ À **Hong Kong** : le 15 octobre, un rassemblement de femmes migrantes asiatiques aura lieu et des tableaux brodés seront déposés devant le bureau de l'exécutif du HKSAR.
- ☛ Au **Japon** : le 22 septembre, un rassemblement national aura lieu et les revendications japonaises seront présentées au gouvernement.
- ☛ Au **Népal** : le 15 septembre, un procès populaire sera tenu sur la violence faite aux femmes.
- ☛ En **République de Corée** : une marche se déroulera le 20 octobre, lors du Forum des peuples de la Rencontre des gouvernements d'Asie et d'Europe (ASEM).
- ☛ En **Islande** : une marche aura lieu en octobre à Reykjavik.
- ☛ En **Égypte** : une marche régionale aura lieu le 24 septembre au Caire, avec des représentantes de plusieurs pays du monde arabe.
- ☛ Au **Liban** : le 24 septembre, des autobus partiront de différentes régions du pays vers Beyrouth où se tiendra une marche nationale.



APPEL AUX FEMMES DE LA MARCHE DES FEMMES (Belgique)

En octobre 2000, nous serons des centaines de milliers de femmes de près de 150 pays à marcher, avec toute notre créativité, contre la pauvreté et la violence, la pauvreté n'étant finalement qu'un autre aspect de la violence. Les patriarches qui nous gouvernent, nous les connaissons. Ne se sentant nullement menacés, ils contempleront tout cela avec condescendance et peut-être même avec sympathie. Ils concocteront probablement quelques réformettes, histoire de ne pas perdre trop de voix féminines. Ils prononceront de beaux discours pour dénoncer la violence faite aux femmes alors que cette violence est probablement délibérée pour forcer la subordination des femmes et extorquer leur travail gratuit.

Ce que nos patriarches apprécieraient moins c'est que nous profitions de cette démonstration réelle de force et de colère pour exprimer dans chacune de nos marches de par le monde notre solidarité avec des situations peu médiatisées, particulièrement inacceptables pour les femmes, et qui sont le fait de nos institutions internationales dites démocratiques. Celles-ci sont souvent à l'origine de la violence, soit directement, soit en opposant à des violences patentes, une passivité condamnable. Nous ne pouvons accepter leur indifférence au sort spécifique des femmes. Nous devrions-nous pas dénoncer en particulier le rôle des Nations Unies dans divers scandales ?

L'Irak

L'UNICEF a mené une enquête en Irak entre février et mai 1999, en collaboration avec l'OMS. L'UNICEF décrit l'augmentation dramatique de la mortalité infantile due principalement à une insuffisance de nourriture et de médicaments. Le rapport attribue cette dégradation aux sanctions de l'ONU qui durent depuis 9 ans. En clair, cela signifie que la communauté internationale, par le truchement des Nations Unies a condamné à mort un demi million d'enfants et réduit leurs mères au désespoir, dans l'indifférence générale. Dans ce conflit, aucune attention n'a été accordée aux femmes et à leurs droits démocratiques. Dans le monde arabe musulman, c'est probablement en Irak que les femmes en possédaient le plus. Quand les patriarches se taisent, n'est-ce pas le rôle des femmes de dénoncer un génocide ? Car il s'agit bien d'un génocide larvé, culturel, social et physique, du peuple irakien au vu et au su du monde entier.

Les femmes afghanes

En Afghanistan un pouvoir masculin musulman fondamentaliste, les Talibans, empêche littéralement les femmes de vivre, les réduisant à l'état de fantôme dans leur burqua. C'est ce qu'on appelle ordinairement un apartheid mais quand des femmes en meurent nous l'appellerons gynocide. Contrairement à l'apartheid racial sud d'africain d'antan qui a mérité (avec raison) l'attention et la réprobation de la communauté internationale, notre système patriarcal généralisé refuse de condamner l'apartheid sexuel parce qu'il appartiendrait au domaine privé. Les États-Unis ont menacé de couper les vivres aux Talibans si ceux-ci ne leur livrent pas un terroriste, mais ce moyen de pression n'a jamais été envisagé pour soulager les femmes de leur oppression.

L'Afrique, le sida et l'industrie pharmaceutique

D'après le Belge Peter Piot directeur de l'ONUSIDA, il est scandaleux que la communauté internationale arrive à envoyer des troupes au Kosovo mais ne montre pas la même volonté pour lutter contre le sida. Dans ce cas-ci, en plus de l'ONU, nous devrions nous en prendre aussi à l'industrie du médicament : ce secteur est-il encore dirigé par des êtres humains ou par des robots qui ont un tiroir-caisse à la place du cœur ? Le problème se situe surtout dans les pays de l'est et du sud de l'Afrique où un grand nombre de "migrants", souvent des hommes, cherchent du travail en ville. Ils sont généralement infectés par le contact sexuel avec plus d'une partenaire et se taisent sur leur infection quand ils reviennent chez eux. Les hommes plus âgés qui séduisent des jeunes filles sont ceux qui répandent le plus le sida en Afrique noire. C'est du moins le résultat d'une étude présentée à Lusaka, la capitale zambienne.

Les "Femmes en Noir" de Belgrade et l'ex-Yougoslavie

Enfin, nous sommes inquiètes pour le sort de nos amies, "les Femmes en Noir de Belgrade", ces féministes qui pendant dix ans ont lutté contre la guerre, pour l'entente des femmes de toutes les composantes ethniques de l'ex-Yougoslavie et qui avec l'ensemble des Serbes subissent un sort semblable à celui réservé aux Irakiens. En Serbie aussi, à cause des sanctions, la population souffre de plus en plus de la faim et du manque de médicaments. Et dans un contexte pareil, ce sont encore toujours les femmes qui souffrent le plus parce qu'elles voient leurs enfants s'étioler. Là encore, l'ONU n'est pas le protecteur des peuples mais celui des intérêts des barbares qui nous gouvernent.

On doit donc bien constater que pour les relations internationales, l'humanité ne se compose pas de deux genres, les femmes et les hommes, dont pourtant les réalités de vie sont bien différentes partout. L'existence des femmes comme catégorie particulière est totalement occultée et leur sort n'a aucune incidence sur le comportement politique. Elles n'entrent ni dans le cadre des droits humains ni dans celui des droits démocratiques.

Les Nations Unies ne représentent pas les femmes. Nous refusons d'être complices de politiques génocidaires pratiquées par des institutions internationales censées nous représenter !

Contact



Edith Rubinstein
Association 29 rue Blanche "Mouvements de femmes"

29 rue blanche
1050 Bruxelles - Belgique

Tél 32 2 538 47 73

Fax 32 2 539 10 38

E Mail rae.29rueblanche@misc.irisnet.be



LE MONDE SELON LES FEMMES

Qui sommes-nous ?

Le Monde selon les femmes est une ONG (Organisation Non Gouvernementale) composée de personnes engagées dans le monde du développement, dans les mouvements de femmes.

Ce que nous voulons :

- ☛ Accroître la place des femmes dans les organisations de développement en Belgique francophone
- ☛ Souligner l'importance du rôle des femmes dans le développement et promouvoir l'approche genre
- ☛ Appuyer la mise en œuvre de pratiques garantissant l'égalité entre les femmes et les hommes.

Quels sont nos objectifs ?

Proposer des sensibilisations et des formations pour favoriser la prise en compte du genre dans les politiques de coopération et dans le travail des ONG.

Affirmer la citoyenneté des femmes comme étant "le droit essentiel d'avoir des droits". Rendre visible le rôle des femmes dans la construction des sociétés du Nord et du Sud. Diffuser les alternatives proposées par les femmes.

Proposer un appui aux ONG et aux institutions sur le thème genre et dévelop-

pement : animations, formations, documentation, conseils pour la formulation et l'évaluation de projets.

Appuyer une coordination entre réseaux : Europe, Afrique francophone, Amérique latine. Pour construire, entre le Sud et le Nord, des revendications solidaires renforçant l'autonomie et le pouvoir des femmes. Pour mettre en évidence la similarité des enjeux posés aux femmes, par exemple, la mondialisation de l'économie ou la féminisation de la pauvreté.

Nos activités :

- ☛ Rencontres de femmes engagées au Sud et au Nord
- ☛ Partenariat avec des associations de femmes migrantes
- ☛ Formations genre et développement
- ☛ Constitution d'un réseau Palabres entre groupes de femmes du Sud et du Nord (autour de la revue du même nom)
- ☛ Organisation de la Journée internationale des femmes, le 8 mars
- ☛ Recherches thématiques : femmes et mondialisation, femmes et économie sociale, femmes et travail...
- ☛ Participation à la Commission Femmes et Développement
- ☛ Réalisation d'outils pédagogiques
- ☛ Évaluation de projets
- ☛ Consultance, animations...

Appel à contribution

Afin de préparer au mieux le calendrier des prochains numéros, voici les thèmes et les délais pour la remise de récits ou de courtes présentations pour les prochains numéros de Palabras :

- la production artistique au féminin (3ème trimestre 2000)
- les formations pour les femmes (4ème trimestre 2000)
- les femmes et les migrations (2001)
- les femmes et les médias (2001)
- les femmes dans les syndicats (2001)
- les femmes dans les conflits armés (2001)
- ...

Recueil de récits

Nous désirons diffuser des récits issus de trois continents (Europe, Amérique latine, Afrique) qui pourront ainsi être mis en parallèle ou en perspective.

Voici quelques propositions d'éléments qu'il nous semble important de recueillir pour un récit de groupe.

- Qui compose notre groupe ? Qu'est-ce qui fait notre identité ? Que faisons-nous ensemble ?
- Quelle est l'histoire de notre groupe : quand et comment s'est-il constitué ? Dans quel contexte (politique, économique...) notre groupe est-il né ?
- Quelle est la participation au sein de notre groupe ? Comment fonctionne-t-il ?
- Description du combat mené : autour de quoi notre groupe s'organise-t-il ?

Comment faisons-nous ? Quels rapports a notre groupe avec d'autres groupes au niveau local, national voire international ? Quelle est la vision des relations entre le Nord et le Sud ?

- Quel changement social souhaitons-nous obtenir ? Quel est notre projet ? Quels pouvoirs ? Quelle démocratie participative (quelle citoyenneté) ?
- Comment notre action collective modifie-t-elle les rapports entre hommes et femmes vers plus d'égalité ?
- Effets et conséquences de l'organisation et de l'action du groupe : effets pour notre groupe lui-même, effets pour chacune des membres, effets sur le contexte ?
- Comment voyons-nous l'avenir : pour notre combat, pour notre groupe ?

Des idées ? Des commentaires ?

Un récit à transmettre ?

Ils doivent nous parvenir au plus tard un mois avant le début du trimestre de leurs publications. Vous pouvez l'adresser par écrit de préférence, ou sur cassette, en espagnol ou en français, à Héléne Ryckmans ou à Marcela de la Peña.

Les textes comporteront environ cinq pages et seront transmis, si possible, sur support informatique avec un logo, les coordonnées du groupe et des photos si vous en avez.

© Le Monde selon les femmes

La reproduction des articles est vivement conseillée moyennant citation de la source et envoi d'une copie à l'éditeur.

« Parce qu'on nous condamne
au silence, je crie l et ici »

Luz Garcia Ocampo

Palabras/Palabres est édité avec l'aide et le soutien de :

- la Commission des Communautés Européennes
- Direction générale du développement,
- La DGCI - Direction générale de la coopération
internationale,
- la Fondation Talithakoum,
- le ministère de la Communauté française de
Belgique - Direction de l'égalité des chances,
- le CNCN - Centre national de coopération au
développement,
- le fonds « 1% ONG » d'Écolo.

Le Monde selon les femmes

Rue de la Sablonnière, 18

B - 1000 Bruxelles – Belgique

Tél. 32 2 223 05 12 / Fax 32 2 223 15 12

E mail monde.femmes@skynet.be

Pour vous abonner à Palabras, envoyez-nous vos coordonnées : chaque numéro paru vous sera envoyé avec une formule de virement

Compte bancaire du projet n°001-2976522-56

D/2000/792602 - ISSN 1372 - 598X